

MEETING DE TOURS, VENDREDI 13 AVRIL 2012

DISCOURS DE FRANÇOIS BAYROU

Bonjour le Centre !

Mes premiers mots seront des mots d'excuse, car il y a autant de nos amis à l'extérieur de la salle qu'à l'intérieur de la salle. Alors je veux les prier de nous excuser parce que les règlements de sécurité empêchent évidemment qu'on puisse laisser entrer ou laisser déborder cette salle sous leur pression et en leur présence. Mais je veux leur dire qu'à la fin de cette rencontre, j'irai naturellement les voir pour m'excuser auprès d'eux et remplacer l'absence physique par la présence physique. Ils regardent donc devant les écrans.

Je suis très heureux et je vous demande de les saluer. (*Applaudissements...*)

C'est une journée très impressionnante pour qui suis l'actualité de l'Europe. Depuis trois ou quatre jours, nous avons sous les yeux, en direct, en grandeur réelle, un nouveau rebond de la crise, la crise financière, la crise qui frappe les États européens et, aujourd'hui, comme vous l'avez entendu à la radio, nouvelle étape d'écroulement des bourses, nouvelle vague d'inquiétude sur les pays européens qui touche notamment et en particulier l'Espagne et bien entendu, comme nous le savons tous, la France n'est pas à l'abri de cette crise. Elle est au contraire dans la liste des pays qui sont ceux, fragiles, qu'on peut un jour où l'autre retrouver dans la tourmente.

C'est très important pour nous tous parce que c'est le cadre même de l'élection présidentielle que nous allons vivre et c'est l'engagement même que nous avons, depuis des années, tenu devant les Français en refusant les histoires qu'on leur racontait, en écartant les illusions et les fariboles, et en défendant devant eux la nécessité de reconstruire le pays dont nous avons besoin et dont nous sommes fiers.

Nous sommes ce soir tous ensemble des reconstructeurs et c'est en reconstructeur que je vous propose de réfléchir à l'avenir du pays.

Je le fais en étant heureux de retrouver ici les élus qui m'ont précédé à la tribune. Vous me permettrez de dire combien j'apprécie le travail des élus de la région Centre au centre et notamment le travail de Marc Fesneau, et l'engagement depuis de nombreuses années auprès de moi de Jacqueline Gourault, sénateur de la région Centre. Et je remercie tous les élus conseillers généraux et conseillers régionaux qui sont là et qui ont pris leur part de cet engagement que nous menons ensemble. Je remercie les maires nombreux qui ont "signé pour moi" comme on dit, qui m'ont apporté leur parrainage dans cette région et j'ai remarqué d'ailleurs, parce que le sort fait bien les choses qu'un grand nombre d'entre eux ont été tirés au sort. J'en ai été pour ma part très honoré. Qu'ils me permettent de leur adresser mes remerciements personnels.

Voyez-vous, quand je regarde la situation du pays, alors je la regarde non pas en tant qu'observateur, non pas en tant qu'analyste, non pas en tant que politique, non pas en tant que candidat, la situation du pays, je la regarde d'abord comme père de famille.

La vie m'a donné de nombreux enfants et je pense à eux, à leurs copains, à leurs camarades, à leurs amis, à ceux qui ont choisi de partager leur vie, et je suis frappé de ce que la campagne électorale ne parle pas d'eux. La campagne électorale ne parle pas de ce qu'est l'angoisse de leur vie.

Hier, une jeune femme qui est là, et qui travaille avec moi, me disait dans la voiture : *"Mais ils ne se rendent pas compte, les politiques, combien on "flippe" quand on a notre âge -c'est le mot qu'elle a utilisé- parce qu'on n'a pas de travail ou parce qu'on craint de ne plus en avoir et que si on perd celui qu'on a on craint de ne plus en trouver. On voit bien qu'il n'y a pas, pour nous, la facilité d'entrer dans la vie, de construire une famille, de trouver un logement que les générations précédentes ont eue"*.

Et c'est en ces termes de jeunes filles et de jeunes garçons entrant dans la vie que je pense à la situation de notre pays. C'est pour moi le symptôme le plus crucial, le plus brûlant des problèmes que nous avons à affronter et je suis estomaqué que les favoris de cette élection abordent des tas de sujets tous aussi importants les uns que les autres, nous fassent des journées et des journées de débats sur la viande et les conditions d'abattage de la viande et l'étiquetage de la viande dans les supermarchés ou bien sûr, sujet très important naturellement, la manière dont le permis de conduire sera organisé, d'ailleurs en répétant des mesures qui, pour la plupart, existent déjà.

Mais, de l'emploi, sujet pour moi majeur, principal, dominant de la campagne présidentielle, qui aurait dû être majeur, dominant, écrasant de la campagne présidentielle, de l'emploi, pas un mot ! Des difficultés du pouvoir d'achat dans chacune de nos familles, pas un mot ! Du désendettement ou du surendettement du pays, pas un mot, chacun sachant parfaitement que la France est un pays qui a un des déficits les plus impressionnants de tous les pays du même ordre, plus de cent milliards d'euros de déficit annuel, et chacun proposant d'ajouter des dépenses nouvelles dont ils n'ont pas évidemment le premier centime.

Eh bien ceci est pour moi une trahison de l'intérêt national et du contrat démocratique avec les citoyens.

Pas un mot, or pour moi, tout cela -explosion du chômage, effondrement du pouvoir d'achat dans les familles, surendettement du pays- ce sont les fruits du même arbre, ce sont trois conséquences différentes du même échec car, si nous n'avons plus d'emploi en France, si le pays s'appauvrit, ce qui se ressent dans toutes les familles et si, pour continuer encore un peu de temps à porter l'organisation de la société et de l'État en France, on s'endette tous les ans, c'est pour une raison majeure, principale, dont vous allez reconnaître que j'ai fait depuis des mois le centre de la campagne électorale, c'est que l'on ne produit plus en France dans un très grand nombre de secteurs où les Français sont obligés d'acheter à l'extérieur ce qu'ils ne peuvent plus fabriquer, produire et faire naître chez nous.

Et la question principale pour moi, c'est : Pourquoi ne produisons-nous plus en France ? Et je vous prends à témoin, tous autant que vous êtes, tous autant que nous sommes, nous avons entendu seriner depuis des années et des années et des années et nous faire entrer de force dans la tête que tout ça, c'était la fatalité, c'était la mondialisation, c'était, d'autres disaient la globalisation, que si on ne produisait plus en France, *"Que voulez-vous y faire mon pauvre monsieur ! Ma pauvre dame ! C'est parce que la Chine, c'est parce que l'Inde, c'est parce que la Roumanie ..."* Vous avez entendu cela ou pas ? *(Dans la salle : Oui !)*

Ceci est ce dont on nous a « tympanisés » pendant des années et des décennies.

Or ceci est un mensonge et s'il est une révélation, un voile qu'on déchire, que nous déchirons, nous, en entrant dans cette campagne électorale, c'est que ce n'est pas la raison de notre échec français. Parce que, si c'était la raison, et tout le monde a entendu les arguments qui tournent autour de cette idée : la Chine, je le disais, les pays émergents, je le disais, l'Europe, je le disais, l'Euro, vous avez entendu tout cela, eh bien si c'était le cas alors tous les pays européens seraient logés à la même enseigne. Tous les

pays européens sont dans la mondialisation, tous les pays européens ont les mêmes règles au sein de l'Union européenne et les 17 pays européens qui ont adopté l'euro sont tous avec la même monnaie, mais il se trouve que les pays européens n'ont pas les mêmes résultats en face de cette question de la production.

Et je vous le dis à l'avance, s'ils n'ont pas les mêmes résultats, si certains sont dans la situation terriblement inquiétante qui est la nôtre et qui produit chômage, effondrement du pouvoir d'achat et endettement, comme nous, et que d'autres au contraire réussissent, s'en tirent, produisent et exportent, alors cela veut dire que les causes ne sont pas celles qu'on nous a indiquées et que c'est ailleurs qu'il faut chercher les raisons de nos difficultés, c'est-à-dire en nous-mêmes, dans la succession des décisions qui ont été prises dans notre pays et qui nous ont mis dans une situation de difficulté et d'échec alors qu'un certain nombre d'autres au contraire ont réussi à s'en sortir.

Voilà la situation.

Qu'est-ce qui nous est arrivé à nous ? Je prends un seul indice, ce sont nos pertes, nos déficits en commerce extérieur, un pays obligé d'aller acheter chez ses voisins, concurrents, partenaires, ce qu'il n'arrive plus à produire lui-même. Et il n'y a pas de secret, il ne faut pas être sorti de Polytechnique ni d'HEC, il faut être simplement un père de famille ou un gestionnaire d'association ou un commerçant ou un artisan...

Quand vous êtes obligé d'acheter plus que vous ne vendez, ça va mal. Quand vous êtes obligé de dépenser plus qu'il ne rentre, ça va mal, vous êtes très vite en difficulté et assez vite en faillite, et vous devez vous endetter et vous êtes exposé au surendettement. Vous connaissez autour de vous hélas des dizaines de familles dans cette situation-là.

En 2005, il y a sept ans, la France était encore excédentaire et puis, d'année en année, nous avons dévalé l'escalier. Je vous donne les chiffres pour qu'on en ait une idée. On a commencé par un déficit faible, d'une dizaine de milliards, puis on est passé à 20 milliards, puis à 30 milliards, puis à 40 milliards, puis à 50, on est remonté de quelques milliards et l'an dernier on est tombé à 70 milliards d'euros de déficit de notre commerce extérieur !

70 milliards d'euros, c'est l'équivalent de trois millions d'emplois salaire annuel total, charges comprises. Ne cherchez pas plus loin le chômage. 70 milliards pris sur les ressources des pays, donnés à des partenaires et à des pays extérieurs, ne cherchez pas plus loin l'appauvrissement du pays et, quand le pays s'appauvrit, vous, chacune des familles que nous formons s'appauvrit aussi. Ne cherchez pas plus loin la chute du pouvoir d'achat.

Pendant ce temps, nos voisins, au lieu de dévaler l'escalier, ils l'ont monté à pas de géants.

Dans le même temps, l'Allemagne qui était derrière nous en 2005, elle est montée de 20 milliards en 20 milliards. L'an dernier, alors que nous faisons 70 milliards de déficit du commerce extérieur l'Allemagne réalisait 160 milliards d'excédents, de bénéfices.

C'est le même pays que nous, les mêmes productions que les nôtres, leurs voitures sont en concurrence avec les nôtres. Dans l'aéronautique, Airbus, nous sommes associés. Dans 80 % des produits qu'une entreprise française propose à l'exportation nous nous trouvons en concurrence avec les Allemands. Ils ont la même monnaie que la nôtre, ils ont les mêmes salaires que les nôtres et même légèrement supérieurs. Ils ont les mêmes règles européennes et eux produisent et exportent alors que nous ne produisons plus et que nous perdons chaque année des parts à l'exportation, comme vous l'avez vu hier soir François Lenglet, dans le débat que certains ont peut-être suivi à France 2, l'a montré dans la courbe qui se cassait la figure de cette manière-là.

Ce n'est pas une courbe européenne, c'est une courbe française. Ce n'est pas la courbe de l'Allemagne,

la courbe de l'Allemagne, elle monte comme ça, la nôtre elle dévale comme ça !

Eh bien mes chers amis, ceci est à la fois une nouvelle saisissante, inquiétante, et c'est en même temps la nouvelle la plus formidablement optimiste que je pouvais apporter devant vous parce que si la réalité avait été que c'était là faute de la Chine, de l'Inde, de l'Europe, de l'euro, du capitalisme international, de la finance mondiale, nous n'aurions pas eu entre nos mains notre destin.

Si vous attendez que l'on renverse le capitalisme international et qu'on change la finance mondiale avant de redresser la situation de nos familles, de nos enfants et de notre pays, vous pouvez attendre longtemps !

Mais si, comme je viens de le prouver devant vous, les autres dans les mêmes conditions que nous s'en tirent, alors que nous sommes en échec, alors c'est que la cause de cette situation est chez nous, à l'intérieur de notre pays, dans les responsabilités qui ont été exercées au travers du temps, je le dis d'ailleurs au passage, par les deux partis, l'UMP et le PS qui se sont succédé au pouvoir depuis des années et qui voudraient bien continuer à se perpétuer dans ce même pouvoir.

Donc, c'est une nouvelle saisissante et inquiétante, mais c'est en même temps une nouvelle formidablement optimiste parce qu'elle signifie que si comme peuple de citoyens, adultes, volontaires, qui fait face aux difficultés, qui sait se souder, si comme peuple nous décidons que nous allons corriger une par une toutes les erreurs qui nous ont conduits là où nous sommes, alors nous pouvons redresser la situation de notre pays de notre propre volonté.

Nous n'avons pas à attendre que cela vienne d'ailleurs. Nous avons simplement à le vouloir et à nous organiser pour ce faire !

C'est ce que je propose aux Français dans cette élection présidentielle et c'est pourquoi nous sommes ici ce soir une assemblée de reconSTRUCTEURS qui a décidé de prendre en main le destin du pays et désormais de corriger ce qui doit l'être pour reconstruire la maison et le destin de nos enfants.

Je vais vous dire ce que, à mon sens, il convient de décider et il convient de faire.

D'abord, en constatant que, quand on regarde l'évolution des choses dans les pays qui nous entourent, et ici je vais me démarquer d'un certain nombre de jugements, notamment dans les organisations patronales : ce n'est pas dans le coût du travail que, pour moi, se situe la raison principale de nos difficultés.

J'ai toujours, pour moi, un sentiment de gêne lorsque, visitant une entreprise, visitant une usine, constatant les efforts qui sont faits, les combats qui se mènent, lorsqu'au sortir de cette visite, une dame ou un monsieur salarié vient me voir et très timidement quelque fois me dit : *"Monsieur Bayrou, c'était bien que vous veniez, vous nous avez fait plaisir en venant, mais moi je travaille dans cette entreprise depuis quinze ans et je suis à 1080 euros nets par mois."*

Et quand on me dit ça, moi je n'ai pas envie de dire que c'est le coût du travail qui est la responsabilité principale de nos difficultés.

D'ailleurs, je regarde autour de nous le coût du travail, les Pays-Bas sont un pays qui produit et exporte et le coût du travail y est supérieur au nôtre. L'Allemagne, je le disais, est un pays qui produit tant et tant et qui exporte tant et tant et le coût du travail y est encore supérieur au nôtre. La Suisse, à nos portes : son coût du travail est 15 à 20 % supérieur au nôtre et pourtant la Suisse produit et exporte tant et tant que sa Banque centrale est obligée d'intervenir massivement pour faire baisser sa monnaie. Les heureux possesseurs de francs suisses dans cette salle -il n'y en a pas tant que je croyais finalement !- le savent bien. La Suisse produit, exporte, est en bonne santé et soutient un modèle social un peu différent

du nôtre, mais on n'a pas l'impression que c'est la misère.

La preuve, c'est qu'il y a 200 000 Français qui traversent tous les jours la frontière pour aller travailler en Suisse, à des salaires qui sont très au-dessus des salaires que nous avons chez nous.

La preuve : je compare Volkswagen et Renault, deux entreprises automobiles dans les mêmes gammes.

En 2005, Volkswagen produit, en Allemagne, 1 200 000 voitures et Renault produit en France, 1 200 000 voitures. Le même nombre.

Cette année, Renault ne produira plus en France que 440 000 véhicules, trois fois moins. Comme vous le savez, j'aime bien le calcul mental et je suis même un défenseur acharné du calcul mental... 440 000 véhicules, soit trois fois moins. Or, Volkswagen produira en Allemagne 2 200 000 véhicules, soit presque deux fois plus !

Les uns ont divisé par trois, les autres ont multiplié par deux et les salaires chez Volkswagen sont légèrement supérieurs aux salaires chez Renault. En outre, il y a trois semaines, Volkswagen a annoncé que tous les salariés de l'entreprise allaient toucher une prime annuelle de 7 500 €, en fonction des résultats qui sont brillants de cette entreprise !

Ce n'est donc pas non plus le coût du travail qui est la raison principale. La raison principale, c'est que, depuis des années, nous avons laissé tomber, secteur par secteur, filière par filière, la volonté nationale, la stratégie nationale de mener le combat tous ensemble pour que tout le monde avance, pour que l'on chasse en meute, comme on le dit quelquefois dans l'économie française.

Il faut retrouver cette stratégie nationale-là.

Quand je regarde les fleurons de l'industrie française, ceux que l'on présente comme la vitrine de nos réussites, je trouve Airbus, la fusée Ariane, les satellites, les TGV, la filière du nucléaire, extraordinaires réussites, toutes décidées à la fin des années 1960, par une décision nationale en France.

Alors, je sais très bien que le temps n'est plus où le Général de Gaulle, avec son képi et ses deux étoiles sur le képi, pouvait décider qu'on allait construire le Concorde -et cela a joué un rôle dans l'Airbus-, qu'on allait monter une industrie de l'espace ou qu'on allait faire le TGV.

Je sais très bien que l'État n'a plus la puissance, les moyens de décider tout seul, mais je sais que, chez tous nos voisins, filière par filière, il y a des plans pour s'en sortir.

Je prends la filière bois, dont j'ai parlé hier en conférence de presse, ceux qui m'ont entendu hier soir dans cette émission m'excuseront.

La filière bois, c'est spectaculaire. Il y a des forêts dans la région Centre, il y a une filière bois, Marc Fesneau... La France a la plus grande forêt, dans l'hexagone, et je ne parle même pas de la Guyane, ce qui nous fait de très loin le massif forestier, si nous globalisons les deux, le plus important et le plus impressionnant de tous les pays semblables, mais je ne parle que de l'hexagone.

On a une forêt formidable : 16 millions d'hectares de forêt et, dans ces 16 millions d'hectares, nous arrivons péniblement à 400 000 ou 450 000 emplois.

Et on glisse...

En Allemagne, ils n'ont que 11 millions d'hectares de forêt, mais ils ont 800 000 emplois sur ces 11 millions d'hectares de forêt. Alors, comme défenseur du calcul mental, si vous faites la règle de trois et que vous dites : ils ont 800 000 emplois avec 11 millions d'hectares, combien d'emplois devrions-nous avoir avec 16 millions d'hectares ?

C'est un problème de certificat d'études d'autrefois, ce qui prouve que le certificat d'études autrefois,

excusez-moi de le rappeler, cela valait bien des diplômes supérieurs aujourd'hui !...

Cela signifie qu'avec 16 millions d'hectares, nous devrions avoir au moins un million d'emplois dans la filière bois. Cela veut dire qu'il nous manque 500 ou 550 000 emplois dans la filière que constituent le bois et la forêt, et des emplois nobles, des emplois d'avenir, parce que comme tous les jeunes -si nombreux ce soir et que je suis heureux de saluer dans cette salle- le savent tous, la forêt joue, dans l'équilibre écologique du pays, un rôle absolument déterminant car c'est l'arbre qui capte le carbone, le gaz à effets de serre, le CO² qui est dans l'atmosphère et qui entraîne le réchauffement de la planète... dont nous avons ce soir un exemple patent...

Si vous voulez capter les gaz à effets de serre, plantez des arbres !...

Eh bien, l'an dernier, en France, avec 16 millions d'hectares de forêt, on a planté à peine trois arbres à l'hectare, 47 millions... Les Allemands en ont planté 450 millions sur 11 millions d'hectares, soit plus de 60 arbres à l'hectare et les Polonais ont planté 1 milliards d'arbres.

Vous êtes Polonais d'origine ! Applaudissez-vous ! C'est bien !... (*Applaudissements...*)

Et le fait que l'on plante des arbres, c'est accélérer cet effet bienfaisant de la nature qui se défend contre les gaz à effets de serre, parce que ce sont les arbres les plus jeunes qui poussent le plus vite et qui captent le plus de gaz CO² présent dans notre atmosphère. Ce sont eux qui luttent le plus efficacement contre le réchauffement de la planète.

Si vous avez tout d'un coup cette vision devant les yeux, alors vous vous dites : "*Mais comment cela se fait-il que, depuis des années, on en soit arrivé là ?*"...

Eh bien, personne n'a pris la peine de bâtir, avec les professionnels des arbres, de la forêt, du bois, des meubles, un plan pour la filière bois et la filière forestière dans notre pays. Personne n'a fait cela !

Je propose qu'on le refasse, je propose que, filière par filière... Voyez-vous, je parle de choses concrètes, je parle d'emplois réels, je parle de la vie de notre pays... Alors, quand on étudie, on s'aperçoit, on prend conscience d'éléments absolument aveuglants : savez-vous qu'en France, nous manquons de scieries au point que nous abattons des arbres et que nous les envoyons en première transformation dans d'autres pays européens ? On va leur apporter des ressources et des emplois !...

C'est dingue !...

Et alors, quand vous faites secteur après secteur, tout d'un coup, vous vous apercevez que la question de la filière forestière et de la filière bois se pose dans beaucoup d'autres secteurs.

Le tourisme : nous étions, jusqu'à cette année, la première destination européenne en matière touristique. Les Espagnols étaient seconds. Ils viennent de nous passer devant et Dieu sait que le tourisme est important. Ce n'est pas à la région des châteaux de la Loire que je vais dire le contraire !...

*Le long du coteau courbe et des nobles vallées
Les châteaux sont semés comme des reposoirs
Et dans la majesté des matins et des soirs
La Loire et ses vassaux s'en vont par ces allées*

*Cent vingt châteaux lui font une suite courtoise
Plus nombreux, plus nerveux, plus fins que des palais
Ils ont nom Valençay, Saint-Aignan et Langeais
Chenonceau et Chambord, Azay, le Lude, Amboise*

*Et moi j'en connais un de ces châteaux de Loire
Qui s'élève plus haut que le château de Blois
Plus haut que la terrasse ou les derniers Valois
Regardaient le soleil se coucher dans sa gloire
[...]*

*Et c'est le souvenir qu'a laissé sur ses bords
Une enfant qui menait son cheval vers le fleuve (C'est de Jeanne d'Arc qu'il parle...)
Innocente, elle allait vers le plus grand des sorts...*

Il me manque le dernier vers, je le retrouverai la prochaine fois, je n'avais pas du tout prévu de vous dire cela !

(Applaudissements...) Le dernier vers, c'est :
Descendait devers Meung ou montait vers Jargeau.

C'est de Charles Péguy. La prochaine fois, je réviserai avant de venir vous voir !

Ce n'est donc pas la région des Châteaux de la Loire qui va me dire le contraire, car elle est la première destination touristique en France !

Eh bien, un million d'emplois dans le tourisme en France, deux millions d'emplois dans le tourisme en Allemagne. Pour le même chiffre d'affaires, il nous manque un million d'emplois et c'est pour cela que nous sommes passés seconds au lieu d'être premiers.

Le tourisme, c'est formidablement important parce que cela amène des ressources à notre pays. Cela permet de contrebalancer cet effondrement du commerce extérieur dont je parlais à l'instant et même.

Le textile ! Je sais bien qu'en France tout le monde considère que le textile c'est fichu. Tout le monde pense que c'est chinois à jamais. Tout le monde, sauf ceux qui ont décidé de mener le combat, apparemment il y en a là-bas, ceux qui montrent les tee-shirts que nous avons fait produire en France ! Et ceux qui connaissent les chiffres de nos voisins parce que quelles que soient les difficultés du textile dans le monde et en Europe... nous avons 100 000 emplois maximum dans le textile, il y en a 450 000 en Italie et, là encore, il nous manque des centaines de milliers d'emplois. Et pourtant nous devrions être extraordinairement armés dans ce secteur, extraordinairement aptes parce que la marque France, il y a un secteur dans lequel tout le monde la considère comme formidable, comme enviée de tous les pays du monde, c'est le luxe. Et entre le textile, le chic, le luxe, vous voyez bien qu'il y a une unité.

Quand on a une marque que tout le monde dans le monde entier regarde comme formidable, alors on peut apporter du haut de gamme et du moyen plus de gamme.

Lorsqu'on regarde ce qui se passe en Europe, les Allemands sont en train... ce n'est pas pour citer les Allemands, on ne va pas reproduire en France ce qui se passe en Allemagne, mais c'est intéressant de voir que, dans les mêmes conditions que les nôtres, voilà des pays qui réussissent à faire cela... Les Allemands sont en train de récupérer plus de 50 % du sportswear acheté en Allemagne, du « détendu chic », je ne sais pas comment vous dites, quelque chose de cet ordre... Ils ont décidé de livrer le combat, ils mènent le combat et ils le gagnent.

Quand vous êtes à zéro part de marché, si vous décidez de livrer le combat, vous êtes sûrs de gagner des parts de marché. Quand vous êtes très haut, c'est plus difficile, mais quand il s'agit de regagner...

Un jour, j'ai fait faire une étude par un de nos amis sur les jeans parce que, article de consommation presque universel, toutes les gammes de prix, et je lui ai dit un jour... j'espère qu'il nous écoute auquel cas je le salue... c'est un très grand importateur de jeans français : tu vas m'étudier la différence de prix

entre les jeans fabriqués en Turquie (50 % des jeans français sont fabriqués en Turquie) et les mêmes qu'on ferait fabriquer en France.

D'abord, il a commencé par m'engueuler, par me traiter de réactionnaire, d'irréaliste, par me dire que je ne comprenais rien au commerce... Puis il a pris sa calculatrice et alors on s'est aperçu de quelque chose qui est frappant : le jean de gamme « moyen plus », ceux que vous portez la plupart du temps, le prix courant, c'est 80, 85 euros. Il y a des jeans beaucoup moins cher, mais sur ceux-là, je reconnais que la concurrence est plus difficile. 50 % des jeans valent plus que 80, 85 euros... Et il y a des jeunes femmes qui disent : ça se voit qu'il n'est pas allé dans un magasin de jeans depuis longtemps ! Parce qu'il y a beaucoup plus cher, selon les marques, mais prenons 80, 85 euros. Savez-vous quelle est la différence de prix entre un jean fabriqué en Turquie et un jean qui serait fabriqué en France ? La différence de prix est de 4 euros !

Eh bien, excusez-moi de vous le dire, je dis deux choses avec certitude. La première, c'est que je connais beaucoup, beaucoup de consommateurs qui, pour un acte de consommation responsable, en étant sûrs que c'est d'origine française, accepteraient de payer 84 euros plutôt que 80 euros !

Si on était sûr, consommation responsable parce que, tout d'un coup on se rendrait compte de quelque chose qui est évident quand on y réfléchit : quand vous faites un acte d'achat pour des produits fabriqués en France, non seulement vous soutenez les emplois et cela peut être les emplois de nos enfants, mais en plus 50 % du prix du produit reviennent dans votre poche parce que 50 % du prix du produit, ce sont les charges sociales sur le travail, cela finance la Sécu, cela finance la santé, cela finance les retraites, cela finance les allocations familiales, et puis les impôts... Cela revient chez vous ! Autrement dit, cette bataille n'est pas une bataille perdue !

Deuxième affirmation, le Credoc, le grand institut qui suit la société en France, a fait une étude : plus des deux tiers des Français accepteraient de payer 5 à 10 % de plus si c'était une consommation qui soutenait l'activité, le travail, l'emploi et les ressources du pays. Deux tiers des Français !

Et hier matin, une étude est sortie qui teste les propositions des candidats en disant : est-ce qu'elles sont souhaitables ? Est-ce qu'elles sont possibles ? Est-ce qu'elles vous paraissent bien pour vous ? Eh bien 84 % des Français ont dit : « il nous paraît souhaitable et possible ce que François Bayrou propose, c'est-à-dire un label qui permette de savoir ce qui est fabriqué en France ou pas » !

Je parle du concret de notre pays, je parle de la vie du pays, je parle de notre vie à tous. Et j'ajoute : vous ne me ferez pas croire si on réfléchit une seconde ensemble et s'il y a une demande sur ce sujet et si les industriels se disent après tout, là, il y a à vendre, vous n'allez pas me faire croire que les circuits de distribution, les grandes surfaces ou les magasins de vêtements ne trouveront pas à faire 3 ou 4 euros d'économie, à rogner 3 ou 4 euros sur leur marge pour que le produit vedette du fabriqué en France soit à la disposition de tout le monde au même prix que les produits fabriqués à l'étranger !

Eh bien, je dis que tout cela, cela se pense, c'est une volonté à construire, c'est une stratégie à mettre en place, c'est un changement fondamental à apporter à l'organisation économique de notre pays qui a été abandonné depuis tellement d'années que, avant cette campagne électorale, cette question n'était même plus posée dans les débats politiques.

Si nous n'avions pas été là et si je n'avais pas été là, elle aurait été totalement absente de l'élection présidentielle. C'est nous qui l'avons apportée. C'est un thème de survie du pays !

Et il y a une autre idée à construire, c'est l'image de marque du produit français.

Vous savez pourquoi vous achetez allemand les uns et les autres ? Des voitures ou des machines à laver ? Parce que vous croyez que c'est plus solide, plus durable, de meilleure qualité que ne le sont les produits français. Or, ce n'est pas vrai ! Les Allemands le croient et nous avons fini par le croire comme

eux, alors que, excusez-moi, moi qui suis du Sud-ouest, dans Airbus, les parties de l'Airbus fabriqué en France sont au moins aussi solides, au moins aussi durables, au moins aussi capables, au moins aussi estimables que les parties de l'Airbus fabriqué en Allemagne. Et même, pour tout vous dire et pour vous faire une confiance, dans le Sud-ouest, on pense qu'elles le sont d'avantage ! J'ajoute qu'on a quelques raisons de le penser !

Mais vous voyez bien que c'est une question d'image de marque et de communication. A telle enseigne que nos voisins Allemands viennent faire de la pub pour les voitures allemandes en allemand à la télévision française !

C'est ça la vérité, c'est ça l'image de marque. Cela a des conséquences incalculables !

Je reprends le chiffre que j'indiquais. Les économistes ont calculé que, lorsqu'une entreprise française veut exporter un produit, dans 80 % des cas, elle se trouve en concurrence avec un producteur allemand et, dans 80 % des cas, elle perd le marché au même prix parce que les pays qui lancent des marchés à l'exportation sont comme vous, ils croient que, parce que c'est allemand, c'est meilleur...

Est-ce que vous vous rendez compte ce que nous renverserions si une politique déterminée, volontaire, de travail sur l'image de marque des produits issus de la production française renversait cette image et qu'on disait : c'est français, donc c'est plus durable, c'est plus solide, ça va aller plus loin et, en plus, c'est plus intelligent, il y a plus de fantaisie, il y a plus d'imagination à l'intérieur ? Ce qui, je crois, est nécessaire.

Eh bien, pour ceux qui ont eu la curiosité de lire la loi-cadre dont j'ai fait la proposition hier dont le titre est « Produire en France », nous proposons une disposition très importante et qui répond à cette question : est-ce que vous pourriez mettre 5 ou 10 % de plus pour un produit fabriqué en France s'il le fallait et pourquoi ? Nous avons dit dans cette loi, on adoptera une disposition que, désormais, pour tout produit fabriqué en France, la garantie sera de cinq années et non plus d'une année. Cela veut dire qu'il y aura une durabilité, un plus qui sera apporté par la production française, un plus vers le consommateur et qui justifiera la différence de prix.

Vous voyez que nous commençons par une disposition très importante, oh que nous n'avons pas inventée, mais que j'avais observée depuis longtemps parce que j'ai regardé, depuis longtemps, la manière dont un pays que j'admire beaucoup pour ses réalisations, la Corée du Sud, s'est introduite en France sur le marché des automobiles. Vous savez : Kia, Samsung, toutes ces marques qui sont désormais des marques tout à fait reçues chez les distributeurs.

Quand on a commencé à parler de voitures coréennes, tout le monde a cru que c'était des copies, des boîtes à sardines, des choses sans intérêt. Ils ont fait une chose toute simple, ils ont mis une garantie de sept ans en arrivant. Cela a changé la manière dont les consommateurs ont regardé les voitures coréennes.

Eh bien que la France dise : nous faisons le choix de la durabilité, et les produits fabriqués en France seront nécessairement plus solides et dureront plus longtemps que les produits fabriqués ailleurs, la petite différence de prix sera justifiée, le consommateur ne sera pas floué. Ce ne sera pas seulement une consommation patriotique, ce sera une consommation durable pour l'intérêt des consommateurs.

On change la vision, nous changeons la vision, nous apportons une autre manière de considérer l'industrie, la production industrielle française, et ceci doit se faire dans le plus grand nombre des secteurs d'activité en mobilisant les entreprises, les grandes entreprises et les moyennes entreprises et les petites entreprises.

Je dis au passage que pour les petites et moyennes entreprises, nous allons prendre une orientation révolutionnaire, on va leur « ficher la paix » autant que possible au lieu d'avoir une accumulation de paperasse inutile et stupide qui encombre, qui rend impossible la vie des petites et moyennes entreprises...

Par exemple, hier, j'étais devant la CGPME ? J'avais consulté un certain nombre de nos adhérents pour savoir comment ils vivaient la petite et moyenne entreprises, ils disent tous cela : est-ce que vous vous rendez compte, on nous oblige à faire des états mensuels de l'URSSAF, des différentes administrations sociales, des cotisations qu'on doit faire et, après, on nous oblige à faire un état annuel !

Ils n'ont pas une calculatrice pour additionner les 12 états mensuels et ne pas être obligés en plus de reprendre un état annuel ?! Ils ont tous les chiffres ! Eh bien qu'ils s'en servent et qu'ils remplissent les papiers eux-mêmes et qu'on « ficher la paix » au maximum aux petites et moyennes entreprises de notre pays !

Parce que ceci introduit une injustice et un déséquilibre entre les petites et les très grandes entreprises.

Pourquoi ? Parce que les très grandes entreprises ont un service juridique, une puissante direction des ressources humaines, une puissante comptabilité, tout ce qu'il faut, des dizaines de personnes pour être, quelquefois, plus au fait des règlements et des codes que l'administration elle-même. C'est un jeu, ils y trouvent un avantage.

C'est vrai aussi d'ailleurs en fiscalité, ils connaissent mieux le code fiscal que l'administration fiscale, ce qui fait qu'en France, on a cette anomalie absolue de voir les petites et moyennes entreprises avec une imposition qui dépasse 30 % alors que les très grandes entreprises ont une imposition qui atteint à peine 8 % !

Vous voyez, la complexité est une injustice ! Parce que la complexité c'est fait pour les gens qui sont armés pour affronter la complexité, alors qu'on devrait avoir exactement le contraire : protection des petites et moyennes entreprises en leur donnant un monde simple, en arrêtant de multiplier les codes, les lois, les règles, les normes, les règlements... C'est d'ailleurs valable pour les collectivités locales aussi.

On a besoin de simplification et on a besoin de stabilité au travers du temps. On a besoin d'arrêter d'embêter les gens qui veulent travailler, qui veulent créer, qui veulent entreprendre, qui veulent innover, qui veulent inventer. Fichez-leur la paix s'il vous plaît, c'est le meilleur service à rendre à notre pays. Et cela économisera de l'argent et des emplois dans l'administration.

(DANS LA SALLE : Et les associations aussi !)

Et les associations ont besoin aussi qu'on leur ficher la paix ! Vous devriez faire de la politique, Monsieur !...

Vous voyez bien que, dès qu'on s'engage-là, alors tout d'un coup, on voit un chemin qui s'ouvre et qui ne ressemble à rien de ce que les partis au pouvoir depuis longtemps, les partis principaux, ceux qui ont assumé les responsabilités au travers du temps, ceux qui nous ont conduits où nous sommes n'aperçoivent pas du tout parce qu'ils ont le même logiciel, ils ont la même manière de voir les choses, ils ont les mêmes liens avec l'administration.

Ce sont les mêmes méthodes, la même manière de penser, or, nous avons besoin d'une manière de penser radicalement nouvelle.

Nous avons besoin de gens, de responsables, d'élus qui tout d'un coup disent : écoutez, cela fait assez longtemps que vous nous empêchez de jouer les cartes de la France.

On a autant de cartes que les autres et même je crois qu'on en a plus ! On a autant d'atouts dans notre

jeu et même je crois qu'on en a plus !

Simplement, en raison de tout ce que nous savons, de la centralisation française, du poids excessif de l'administration, je ne parle pas des administrations qui soutiennent les citoyens, mais des règlements qu'on ajoute. Songez que, dans le Code du travail, sur les cinq dernières années on a ajouté 500 pages ! Comment vous voulez qu'on s'y retrouve ?

L'idée est fondamentale, vous savez cette maxime du monde juridique « nul n'est censé ignorer la loi », eh bien aujourd'hui en France, nul ne peut plus connaître la loi, même pas les avocats et même pas les magistrats !

Vous voyez, c'est un pays qui se paralyse lui-même cette affaire-là. C'est un pays qui s'empêche de vivre et vous sentez bien qu'en exposant tout cela devant vous, en étant parti du drame de la crise, de ce nous avons devant nous, sous les yeux, comme exemple en grandeur réelle et qui touche aujourd'hui l'Espagne après avoir touché l'Italie, après avoir touché la Grèce et le Portugal et qui, demain, est suspendu au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès parce que nous avons les mêmes déséquilibres que les pays qui, jusqu'alors, ont été atteints et comme aucun de ceux qui sont les favoris de cette élection ne propose de corriger ces déséquilibres, alors méfiez-vous des lendemains !

Jacques Attali a écrit un papier tout à fait remarquable cette semaine dont le titre est : "Le 7 mai, gueule de bois", parce qu'en dehors de nous, personne ne traite d'aucun des sujets qui sont les sujets de la survie et de la protection dans l'avenir de notre pays, de nos familles, des jeunes, de chacun des Français et des citoyens dont nous avons la charge.

Personne ne les traite, personne n'en parle ! Et quand ils les traitent, ils racontent des histoires, ils abusent les Français !

Alors, j'ai observé naturellement que ces derniers jours, ces dernières heures, il y avait autour de nous une extraordinaire bienveillance, sympathie, gentillesse, admiration venant de Droite et de Gauche.

Dans la journée, on a eu deux déclarations des principaux dirigeants de Gauche et des principaux dirigeants de l'UMP indiquant à quel point "vraiment ce François Bayrou était formidable, qu'il avait les idées qu'il fallait, le caractère qu'il fallait, qu'il pouvait occuper les plus hautes fonctions" pourvu, naturellement, qu'il se rapproche du camp des intéressés.

Alors, je suis venu à Tours région Centre pour vous dire une chose très simple : nous ne sommes nullement décidés et je ne suis nullement décidé à préparer une manœuvre dans le cas du deuxième tour Sarkozy-Hollande.

Je suis là et nous sommes là pour empêcher le deuxième tour Sarkozy-Hollande parce que ce deuxième tour représente, pour notre pays, une série de risques dont je crains que la France doive amèrement regretter de ne pas les avoir écartés et, d'abord, parce que je pense que le programme, le projet, la manière dont ils présentent l'avenir pour le pays est profondément mensongère.

L'un nous dit, c'est Nicolas Sarkozy : « la crise financière est derrière nous ». C'est sa déclaration d'il y a trois semaines. Il ajoute : « les économies, c'est fini » et il ajoute : « je ne créerai ou je n'augmenterai aucun impôt supplémentaire pour les Français » et, dans le même temps, dans un pays qui a 100 milliards de déficit, il propose entre 10 et 12 milliards de dépenses annuelles nouvelles.

Eh bien je vous dis : ceci est strictement impossible. Il est impossible de présenter aux Français une situation dans laquelle on va dépenser plus sans économiser et sans augmenter les impôts. Ce sera la faillite constatée par le monde et je dis que ceci est une dissimulation de la réalité.

Et, dans le même temps, François Hollande, lui, dit : « je vais dépenser 30 milliards supplémentaires ». Eh bien on ne peut pas dans un pays qui a 100 milliards de déficit dépenser impunément 30 milliards

supplémentaires sans que le monde ne résiste, le monde dont nous avons, en raison de leur insouciance et de leur irresponsabilité, le plus urgent besoin puisque nous avons à peu près toutes les semaines besoin d'emprunter des milliards supplémentaires pour faire les fins de mois pour payer les fonctionnaires, pour payer les retraites, pour payer les feuilles de Sécurité Sociale, pour payer la santé dans notre pays.

Ils nous ont mis dans la situation où nous sommes obligés d'emprunter, ce qui veut dire que ceux qui nous prêtent vont évidemment nous regarder avec une loupe et un jugement qui va être terrible si on continue dans les balivernes dans lesquelles ils nous conduisent !

Et quand on dit cela à François Hollande, il dit : « Si le monde me résiste, je ferai plier le monde ». Comme disait Franz Olivier Giesbert, hier soir : « Bonne chance mon garçon ! ».

Ces caractères-là, ceux qui racontent que naturellement il suffit qu'ils soient élus pour que tout le monde se plie à leurs désirs, notamment parmi ceux qui vont leur prêter l'argent dont ils auront le plus urgent besoin pour des dépenses supplémentaires dont ils n'ont pas le premier centime, cela existe dans la Commedia dell'arte, ceux qui roulent des mécaniques, cela s'appelle « matamore ».

Matamore contre matamore ! Voilà le deuxième tour qu'on nous propose pour la France !

Eh bien moi je propose qu'on échappe à ce deuxième tour et qu'on dise aux Français : les dix jours qui nous séparent du premier tour de l'élection présidentielle, ce sont dix jours qui doivent être consacrés pour notre pays, pour nous-mêmes, pour tous ceux qui croient à son avenir, à écarter le deuxième tour auquel on voudrait nous obliger et à préparer un autre deuxième tour pour le pays qui sera un deuxième tour entre celui qui proposera de raconter des histoires et de tromper les Français et celui qui leur dira : « je n'ai qu'une ligne, je vous dirai la vérité et c'est la vérité que j'imposerai comme le sentiment principal pour que se réunissent les Français ».

Car je veux ajouter ce dernier point :

Bien sûr il faut de la lucidité, il est nécessaire d'avoir de la vérité, il est indispensable de forger une volonté, mais il est une chose absolument nécessaire, c'est que, dans un pays en crise, on accepte de sortir de la guerre stupide, de la guerre butée, de la guerre bornée qui oppose depuis des décennies un clan de Gauche à un clan de Droite, parce que les deux nous conduisent dans l'impasse !

Je demande le rassemblement des Français !

Et je veux vous dire ceci : ces défenseurs de la guerre bornée entre deux camps qui se regardent comme des ennemis en puissance, en réalité, ils ne voient pas la faiblesse extrême qui est la leur parce que, chacun de ces deux camps-là, si vous y réfléchissez, est sous la pression de son extrême.

L'UMP est sous la pression du Front National et, d'ailleurs, ne cesse d'aller chercher des thèmes pour essayer de récupérer des voix dans ce secteur de l'électorat-là et François Hollande est sous la pression de l'extrême-gauche. Chacun est sous la pression de son extrême.

Or, jamais dans l'histoire des peuples, quelle que soit la page de cette histoire que vous pourriez lire, jamais dans l'histoire des peuples, les extrêmes n'ont conduit le pays dans la bonne direction. Toujours dans l'histoire des peuples, les extrêmes, quels qu'ils soient, ont conduit les pays dans le mur, ont conduit les pays dans le drame, ont conduit les pays dans l'effondrement.

Or, il n'est qu'une proposition politique en France, une proposition politique qui propose aux Français de renoncer à la guerre bornée, de regrouper les bonnes volontés dont nous savons qu'elles existent. Parce que je veux le dire devant vous, aussi agaçants parfois que nous ressentions les partis dont je viens de prononcer le nom, l'UMP et le PS, aussi agaçants que nous les ressentions, il y a chez eux des gens qui savent parfaitement que ce que je dis est vrai et qui pensent exactement la même chose.

Au Parti Socialiste il y a des sociaux-démocrates. Ils savent exactement -comment en serait-il autrement- quelle est la situation du pays, et qu'on les entraîne dans un risque de dérapages dont ils ne savent absolument pas comment ils sortiront.

Et à l'UMP, il y a de la droite républicaine, il y a des gens raisonnables.

Et, chez les écologistes, en tout cas ceux qui regardent le monde comme il est et qui ont simplement envie non pas d'imposer une idéologie mais de sauver ce qui doit l'être dans notre patrimoine d'air, d'eau, de forêt, de vie, il y a des gens parfaitement raisonnables et qui peuvent parfaitement figurer dans cette majorité du courage que je propose pour la France.

Et il y a tout le centre, et je ne fais pas de différence dans la grande famille du centre qui s'est trop souvent divisée et trop souvent dispersée. J'accepte le centre-gauche et j'accepte le centre-droit. Je reconnais qui ils ont tous... Je le sais bien, j'ai vécu avec eux pendant des années et des années, pas toujours en même temps ! il m'est arrivé de vivre avec les uns quand les autres s'éloignaient et de retrouver les premiers alors que les seconds hésitaient... mais je sais très bien qu'ils ont les mêmes valeurs, ils ont les mêmes choses dans l'esprit et dans le cœur, j'allais dire dans les tripes ! Si on les entraîne, un jour ils auront le même courage, un jour ils seront soudés, si nous leur proposons cette voie-là.

Ce que je viens de décrire devant vous depuis les Socialistes responsables jusqu'à la Droite républicaine en passant par les écologistes de raison et par le Centre, c'est la seule majorité stable pour le pays. Si vous voulez faire face à la crise, c'est la seule majorité raisonnable, c'est la seule majorité intelligente et c'est la seule majorité durable.

Parce que si vous voulez bien y réfléchir une seconde, la majorité de Droite sous la pression de l'extrême-droite n'est pas durable, elle ne résistera pas et, notamment, elle ne pourra pas conduire la politique nécessaire pour sortir de la crise. Et la majorité de gauche, Hollande, Mélenchon, Mme Joly, bonne chance ! Elle ne durera pas plus de quelques semaines pour porter la politique dont la France a besoin.

Alors ce dont on commence à s'apercevoir dans tous les camps et, au-delà des manoeuvres électorales à propos desquelles tout à l'heure je souriais, je regarde aussi cette prise de conscience en train de se faire. Tout le monde est en train de comprendre qu'en France il faut un mouvement qui soit la garantie de la stabilité, de la volonté et de la résistance aux extrêmes pour que notre pays sorte des difficultés qui sont les siennes et qu'il puisse se rassembler.

Eh bien c'est non seulement la proposition politique que je fais au pays pour cette élection présidentielle, résistant à bien des sirènes qui aujourd'hui déploient leurs charmes, je dis que c'est ça la proposition politique que nous faisons : volonté, une stratégie concentrée autour du but principal pour sortir de la crise qui est reconstruire l'appareil de production de notre pays, les emplois, les ressources qui vont avec, sortir du surendettement.

Un autre jour à Tours, peut-être entre les deux tours ! je viendrai parler de l'Éducation nationale qui est l'autre grand enjeu de cette élection présidentielle.

À la fois, je propose un projet au pays et je propose à tous ceux qui s'y reconnaissent une organisation politique pour l'avenir qui feront que tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se retrouvent dans les valeurs du Centre se retrouveront ensemble pour affronter l'avenir jusqu'à l'élection présidentielle et au-delà de l'élection présidentielle, parce que la France a besoin d'un mouvement central pour équilibrer sa vie politique et organiser sa volonté.

Et j'ajoute une dernière chose à l'intention des auteurs de ces déclarations sympathiques et, imaginent-ils, alléchantes, j'ajoute une dernière chose : si vraiment les qualités personnelles, les idées, la qualité

de comportement, la volonté politique, l'indépendance, la juste vision qu'ils me prêtent sont justifiées, alors c'est à l'Élysée qu'elles donneront leur pleine mesure, qu'elles rendront le plus grand service au pays.

C'est par l'élection présidentielle, c'est en convertissant les Français à leur bienveillance et à leur jugement positif que nous allons en effet donner son vrai sens à cette élection présidentielle.

Nous sommes ceux qui portons le renouveau et la reconstruction du pays et, portant le renouveau et la reconstruction du pays, nous portons aussi son rassemblement !

C'était le lieu où jamais de le dire à Tours, région Centre : « Un pays uni, rien ne lui résiste ! ».

Merci !
